

Convention collective régionale

IDCC : 528. – **INDUSTRIES DE LA TEINTURE, DU NETTOYAGE
ET DE LA BLANCHISSERIE
(NORD - PAS-DE-CALAIS)**
(25 février 1955)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

■ *Journal officiel* du 21 juillet 2009

**Arrêté du 13 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective de la teinturerie-nettoyage et
de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais (n° 528)**

NOR : *MTST0916396A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 23 avril 1971 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 20 mai 2009, portant extension de la convention collective de la teinture-
rie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du
25 février 1955, et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 10 septembre 2008, relatif à l'égalité professionnelle entre
les femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective
susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la tein-
turerie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du

25 février 1955, les dispositions de l'accord du 10 septembre 2008, relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que les négociations annuelle sur les salaires et quinquennale sur les classifications visent également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/15, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.